

DECLARATION DE LA CGT EDUC'ACTION

A PROPOS DU BILAN DE RENTREE 2012 EN COLLEGE

LORS DU CTSD DU VENDREDI 19 OCTOBRE 2012

Concernant le constat des effectifs de rentrée et les réajustements de structure qui en découlent la CGT EDUC'ACTION déclare que

Si les effectifs maximaux sont respectés reste néanmoins que certains établissements sont lésés relativement aux autres avec des Effectifs par Division (E/D) frisant ces maximas. La CGT Educ'Action ne peut que s'en émouvoir dans la mesure où elle considère ces effectifs maximaux comme trop élevés, préconisant pour tout établissement un maximum de 24 élèves par classe.

Ainsi concernant la classe 1 le collège Marie Laurencin (Marseille 14^{ème}), qui lors des prévisions du CTSD du 24 janvier 2012 était déjà l'un des moins bien doté de la catégorie avec une moyenne de 22,42 élèves par division, voit ses effectifs augmenter de 7 élèves lors du constat sans que cela n'entraîne d'ajustement de structure. Certes l'écart prévision-constat de 7 élèves n'est pas en lui-même suffisamment grand pour justifier d'une ouverture de classe mais ce chiffre doit être lu relativement à une prévision de E/D déjà « tendue ».

La CGT Educ'action ne développe pas ce qui n'est qu'un exemple pour réclamer qu'un établissement mieux doté soit déshabillé pour rhabiller le Collège Marie Laurencin. En effet dans un contexte de pénurie de moyens nous ne voulons participer à sa gestion qui ne peut aller dans le sens de la défense de tous les salariés ainsi que celle de notre conception d'un véritable service public d'éducation pour tous. Cette démonstration a pour but de montrer les limites d'une gestion statistique et massive des moyens alloués aux établissements telle que la Direction Académique est contrainte de la mener depuis que le ministère coupe franchement et massivement dans les moyens dont elle dispose.

La CGT Educ'action constate que derrière ces chiffres les conditions de travail des personnels ne se sont pas améliorées lors de cette rentrée : celle-ci est en effet marquée par //

μ

- Un recours de plus en plus important aux précaires (notamment en LP et en établissements ECLAIR)
- Un taux de HSA en augmentation qui, combiné à une mise en concurrence des personnels notamment en ECLAIR où est mise en place la prime variable et se joue une course aux projets, est une source de pression sur les personnels.

- Une situation des stagiaires qui n'a guère été améliorée : le passage de 18h à 15heures ne saurait compenser la disparition d'une véritable formation à l'entrée dans le métier telle qu'elle existait avant la réforme des IUFM.

Pour conclure la CGT Educ'action constate l'absence de changement concret pour cette rentrée. Si elle a conscience que la situation est avant tout imputable au gouvernement précédent elle s'inquiète de voir les postes supplémentaires promis pour la rentrée 2013 totalement absorbés par le passage des stagiaires à 9 heures. Ceci ne nous permet pas d'espérer une amélioration de nos conditions de travail lors de la rentrée 2013.

Ainsi la CGT Educ'action craint une fois de plus pour la rentrée prochaine d'avoir à faire face à une politique d'arbitrage entre les différents besoins. Elle refuse et refusera la politique du moins pire et réclame un retour sur l'intégralité des 80 000 postes supprimés depuis 2007 ainsi que le retour à des services à 6 heures hebdomadaires pour les enseignants stagiaires entrant dans le métier.